

ENQUÊTE SUR LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL EN HAUTS-DE-FRANCE 2024



**LES JEUNES ONT LA PAROLE
POUR PARLER DU SNU EN
HAUTS-DE-FRANCE !**

INTRODUCTION : LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL C'EST QUOI ?



Le **Service National Universel (SNU)** est une initiative publique française lancée en 2019, destinée aux jeunes âgés de 15 à 17 ans. Ce dispositif vise à renforcer le sentiment de citoyenneté, promouvoir les valeurs républicaines, et impliquer les jeunes dans la construction d'une société solidaire et engagée. Conçu comme une expérience unique, le SNU offre également aux jeunes une opportunité de jouer un rôle dans la défense nationale et de s'investir dans des actions collectives d'intérêt général. Le SNU est placé sous la responsabilité du délégué général au SNU, travaillant en lien avec les ministères des Armées, de l'Éducation nationale, et de la Jeunesse.

Objectifs du SNU :

- **Renforcer la cohésion sociale** : en rassemblant des jeunes issus de divers horizons autour d'une expérience commune.
- **Promouvoir les valeurs citoyennes** : engagement civique, respect des institutions, et solidarité.
- **Préparer les jeunes à des responsabilités** : en les sensibilisant à leur rôle dans la société et en les impliquant dans des projets concrets.

Le **SNU se déroule en deux phases** distinctes et complémentaires :

La première, appelée **phase de cohésion**, dure 12 jours. Elle consiste en une immersion collective dans un centre de cohésion, avec des activités variées telles que des exercices sportifs, des modules d'éducation civique, ainsi que des ateliers culturels et des débats renforçant l'esprit d'équipe. Le port de l'uniforme, symbole de l'égalité et de l'unité, est un élément distinctif de cette phase.

La deuxième phase, appelée **phase d'engagement**, peut être réalisée en continu sur 12 jours ou étalée sur plusieurs mois. Les jeunes y participent via un projet d'intérêt général en collaboration avec des organismes publics, des associations notamment à travers un Service Civique. Ils peuvent aussi s'engager dans la réserve citoyenne auprès des sapeurs-pompiers, des armées ou de la gendarmerie. Cette phase renforce l'autonomie et le sens des responsabilités tout en impliquant les jeunes au service de la société.

POUR ÉCOUTER LA VOIX DES JEUNES DES HAUTS-DE-FRANCE



Le Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire (CRAJEP) des Hauts-de-France, fidèle à sa mission de représentation et de coordination des acteurs de l'éducation populaire, a mené en 2024 une enquête régionale sur le Service National Universel (SNU). Ce travail s'inscrit dans un contexte national marqué par des débats intenses autour de la proposition gouvernementale d'instaurer l'obligation du SNU dès septembre 2025, avancée par le Président de la République, Emmanuel Macron, et reprise par Gabriel Attal, ancien Premier ministre.

Une démarche neutre et participative : Il est important de souligner que le CRAJEP Hauts-de-France n'a, à ce jour, pas pris de décision ni de position officielle vis-à-vis du SNU, compte tenu que le dispositif ne fait pas l'unanimité au sein de ses associations membres.

Néanmoins nombre d'entre elles ont exprimé une préoccupation particulière concernant l'idée d'une obligation généralisée, considérée par beaucoup comme une ligne rouge. Cette position a été mise en lumière par le CNAJEP et de nombreuses organisations qui, dès 2022, ont publié une tribune intitulée « Pour une alternative au Service National Universel (SNU) ».

Alors que les réflexions sur le SNU s'intensifient au niveau national, le CRAJEP Hauts-de-France a souhaité adopter une démarche constructive : **Il a décidé de donner la parole aux premiers concernés, les jeunes de la région.** À travers cette enquête, l'objectif a consisté à recueillir leurs perceptions, attentes et inquiétudes face au SNU, afin de mieux cerner les enjeux réels d'une mesure qui, si elle devenait obligatoire, toucherait directement toute une génération.

Cette enquête s'inscrit dans une logique participative et citoyenne, cherchant à **valoriser les points de vue variés des jeunes issus de tous horizons**. Elle vise à enrichir le débat public et à éclairer les décideurs, en portant une voix trop souvent absente des discussions : celle de la jeunesse. Ce document synthétise les résultats de cette enquête, mettant en lumière les ressentis, les aspirations et les propositions des jeunes des Hauts-de-France.

En donnant la priorité à l'écoute et au dialogue, **le CRAJEP Hauts-de-France espère contribuer à une réflexion collective plus riche et inclusive sur l'avenir du SNU.**

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE : QUOI ? OÙ ? COMMENT ?



L'enquête menée par le CRAJEP Hauts-de-France s'est appuyée sur une méthodologie rigoureuse, conçue pour maximiser la diversité des profils et garantir la fiabilité des résultats autour d'une démarche quantitative.

Afin de **toucher un large éventail de jeunes**, une stratégie de diffusion multicanale a été mise en place. Le questionnaire a été diffusé en ligne par le biais des réseaux sociaux, mais également par l'envoi de courriels aux nombreuses structures associatives membres du CRAJEP et partenaires, aux têtes de réseaux régionales ainsi qu'à divers établissements scolaires, notamment des lycées. Ces actions ont été complétées par des opérations de tractages aux abords de lycées situés dans des zones variées, qu'il s'agisse de centres urbains comme Roubaix, Tourcoing et Lille, ou de communes périurbaines et rurales. Ce flyer renvoyait directement vers le questionnaire en ligne grâce à des QR codes et/ou des liens raccourcis.

La structure du questionnaire a été pensée pour combiner simplicité et exhaustivité. **La première partie, axée sur le profilage des répondants**, recueillait des informations sociodémographiques essentielles

telles que l'âge, le genre, le département et la ville de résidence.

Ces données ont permis de vérifier la représentativité des réponses et de contrôler les biais. **La seconde partie proposait un parcours différencié selon que le répondant avait ou non participé au SNU.** Cette section comprenait des questions à choix multiples, des échelles de Likert (de 1 à 5) pour évaluer des aspects spécifiques du programme, ainsi que quelques questions ouvertes, permettant de recueillir des témoignages détaillés.

Le calendrier de l'enquête, qui devait s'étendre initialement sur 2 mois, a été modifié à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale et du report des débats sur le SNU. La période de collecte a finalement été prolongée, s'étendant du 5 avril au 22 novembre 2024, afin de garantir une participation plus large et diversifiée. Cette extension a permis d'ajuster la stratégie de diffusion en fonction des premiers retours : par exemple, des efforts supplémentaires ont été déployés dans les quartiers populaires pour compenser un déficit de réponses initiales.

DES PROFILS DE RÉPONDANTS TRÈS VARIÉS !



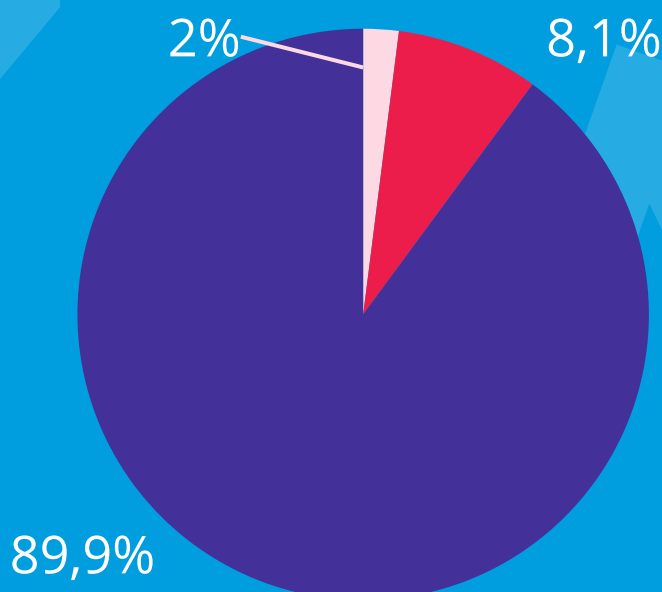
L'analyse des profils des 199 répondants révèle **une diversité notable dans les variables démographiques et socio-économiques**. Les répondants sont principalement jeunes, avec une majorité située dans la tranche d'âge de 15 à 25 ans, bien que quelques individus soient âgés de 26 à 30 ans. La répartition des genres est équilibrée entre hommes et femmes, et un cas se déclare "autre".

Géographiquement, **les participants résident majoritairement dans le Pas-de-Calais**, suivi par le Nord et la Somme, avec une présence moindre dans l'Oise et une absence de personnes issues de l'Aisne.

Concernant le niveau d'études, les répondants se situent majoritairement entre le niveau 3 (CAP, BEP) et le niveau 7 (Bac +5, Master), avec une concentration notable au niveau 4 (Baccalauréat). La catégorie socio-professionnelle des parents est variée : employés du secteur privé et public, professions intermédiaires, cadres, ainsi qu'ouvriers. Quelques répondants sont issus de familles d'agriculteurs ou de retraités, ce qui reflète une diversité sociale intéressante.

Enfin, en ce qui concerne le Service National Universel (SNU), **une minorité a achevé les deux phases ou seulement la première et la majorité n'a pas participé à ce dispositif** indiquant entre autres une difficulté à toucher les jeunes passés par ce dispositif ou une volonté de ne pas répondre au questionnaire. Les situations professionnelles varient entre élèves/étudiants, salariés, et des personnes en recherche d'emploi ou sans activité, illustrant des trajectoires de vie distinctes.

-  Vous avez terminé le SNU
-  Vous avez réalisé la première...
-  Vous n'avez pas fait le SNU



LE SÉJOUR DE COHÉSION :



L'opinion générale sur le Service National Universel (SNU) est marquée par une forte disparité.

Certains participants se disent satisfaits, en mettant en avant les rencontres humaines et la découverte de nouvelles activités. Toutefois, une grande partie exprime des réserves, voire un rejet explicite, en raison de l'approche perçue comme trop militarisée. Cela se ressent dans le nuage de mot ci-dessus où les jeunes devaient donner 3 mots qui définissaient le SNU où l'on retrouve clairement un champ lexical lié à l'armée. Cette rigidité suscite des interrogations sur la pertinence du dispositif, notamment au regard des objectifs affichés de citoyenneté et d'éducation populaire.

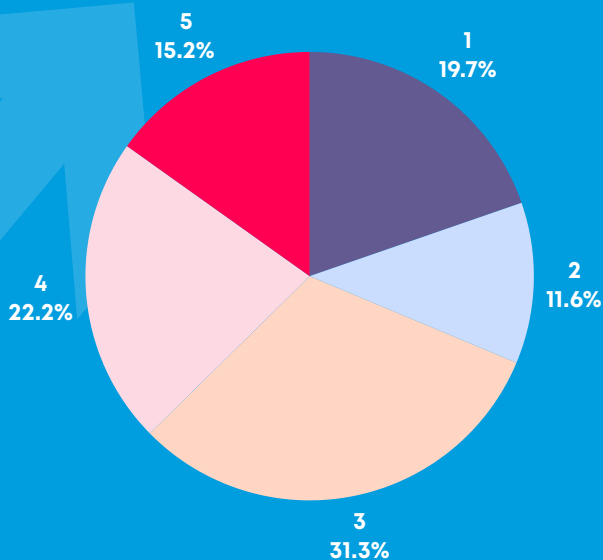
L'encadrement strict et la présence de codes liés à l'armée sont souvent cités comme des éléments problématiques, créant un fossé entre l'expérience vécue et les attentes initiales.

L'analyse concernant le séjour de cohésion révèle des avis contrastés.

De nombreux répondants soulignent les aspects positifs des activités, en particulier les activités sportives et les rencontres avec d'autres jeunes, qui semblent avoir favorisé un sentiment d'entraide et de cohésion. Les activités culturelles sont également appréciées, mais dans une moindre mesure. En revanche, certains aspects logistiques, comme les conditions d'hébergement, suscitent des critiques récurrentes.

Le rythme imposé durant le séjour est souvent jugé trop contraignant, et l'encadrement, parfois perçu comme oppressant, renforce ce sentiment d'inconfort. Quant au sentiment d'appartenance à la France et à la compréhension des valeurs citoyennes, les avis restent partagés.

Tandis que certains estiment avoir acquis une meilleure compréhension des enjeux civiques, d'autres considèrent que l'approche trop centrée sur l'armée est contre-productive et **éloignée des valeurs d'engagement souhaitées.**

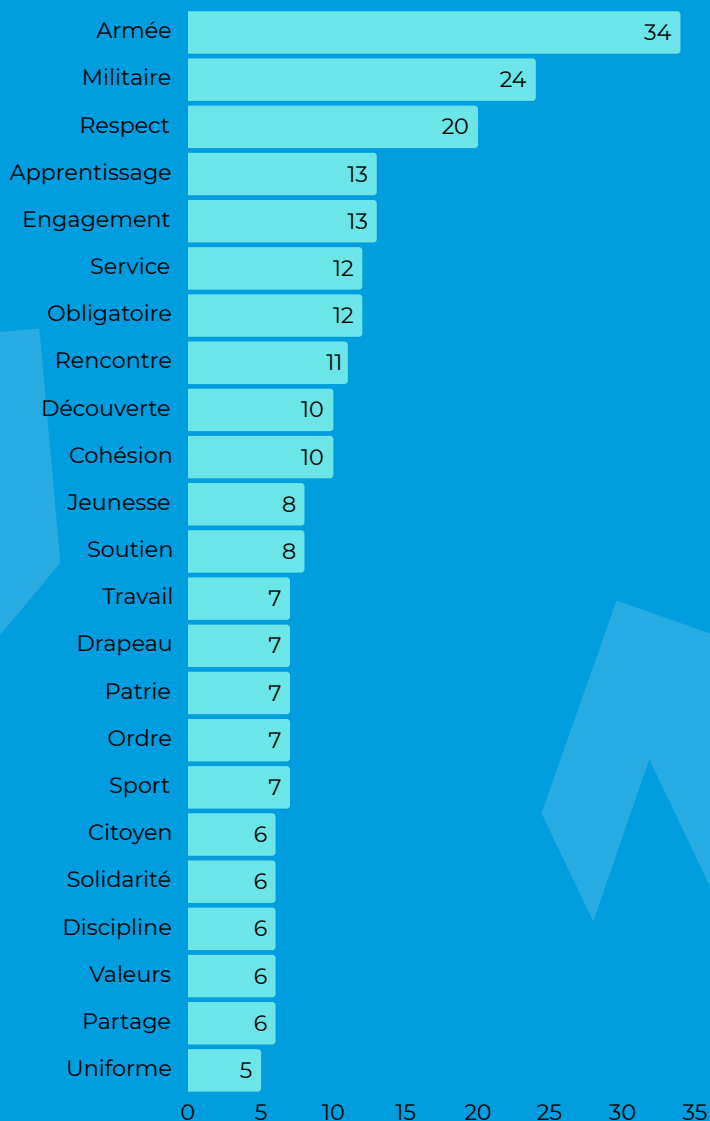


Échelle de Likert sur l'opinion du séjour de cohésion

Les témoignages des répondants apportent un avis nuancé sur l'expérience vécue. De nombreux verbatims mettent en avant **la richesse des rencontres et des échanges**. Les notions de cohésion, de tolérance et d'enrichissement personnel reviennent fréquemment, traduisant un intérêt certain pour le vivre-ensemble. **Toutefois, les critiques sur l'aspect militarisé du séjour sont nombreuses**. Plusieurs répondants dénoncent un format trop rigide, avec des références explicites à la « levée de drapeau » et à des pratiques jugées « oppressantes ». Certains expriment des craintes liées à la sécurité, évoquant des risques de violences psychologiques ou de harcèlement. Les déceptions sont également palpables chez ceux qui s'attendaient à une expérience davantage axée sur la citoyenneté. Ces derniers qualifient parfois le séjour de « **colonie de vacances sans intérêt** » ou d'« **expérience militaire**

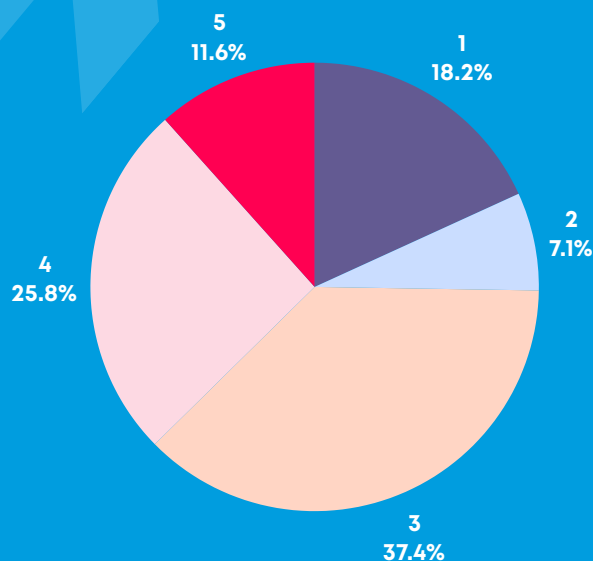
déguisée », témoignant ainsi de leur frustration. Enfin, les remarques sur l'encadrement sont particulièrement critiques : plusieurs verbatims soulignent un manque de bienveillance ou une approche inadaptée à l'engagement citoyen, certains allant jusqu'à évoquer des situations anxiogènes.

En résumé, si le SNU permet de créer des opportunités de rencontres et de cohésion sociale, il semble souffrir de son orientation militarisée, perçue comme **un frein à l'engagement citoyen**.



1* Occurrence des mots donnés pour qualifier le SNU

LA PHASE D'ENGAGEMENT



Échelle de Likert sur l'opinion de la phase d'engagement

L'analyse des réponses concernant la phase d'engagement du Service National Universel (SNU) révèle une diversité d'opinions sur les expériences vécues et la perception de l'engagement. Globalement, **les participants qui ont complété cette phase semblent l'avoir appréciée davantage que la phase de cohésion**, notamment pour les opportunités qu'elle offre de découvrir le travail associatif, le soutien communautaire et le développement personnel. Plusieurs témoignages soulignent que la phase d'engagement leur a permis d'acquérir de nouvelles compétences, de se sentir utiles à la société et de collaborer avec d'autres personnes dans des cadres variés, tels que des associations, des collectivités locales ou des institutions publiques.



Toutefois, un thème récurrent dans les réponses est le sentiment que l'engagement, pour être véritable, ne doit pas être imposé. L'obligation perçue dans le cadre du SNU est souvent critiquée, certains participants estimant qu'elle va à l'encontre de l'essence même de l'engagement citoyen. Cette contrainte est souvent associée à une perte de motivation, avec des verbatims indiquant une forme de résignation ou de détachement face aux missions proposées. En revanche, lorsqu'ils se sentent libres de choisir, les participants montrent un réel intérêt pour des missions d'intérêt général, notamment dans les domaines de la solidarité, de l'éducation, de la santé ou de la culture.

Sur le plan des défis, les participants mentionnent fréquemment un manque de ressources et d'accompagnement durant leurs missions. Cette absence de soutien adéquat semble parfois compliquer l'expérience, bien que certains y voient aussi une opportunité de développer des compétences en autonomie et en gestion de projets. Plusieurs répondants valorisent la dimension sociale de leur engage-

ment, appréciant particulièrement les interactions humaines et la collaboration avec les équipes sur place. Certains regrettent toutefois une insuffisance dans l'encadrement, qui aurait pu enrichir leur expérience.

Enfin, l'impact du SNU sur la vision de la citoyenneté et de l'engagement à long terme apparaît mitigé. Si certains déclarent que cette phase les a encouragés à envisager un engagement futur, d'autres restent sceptiques, soulignant que c'est davantage leur propre motivation ou l'intérêt intrinsèque des missions qui les a incités à s'investir.

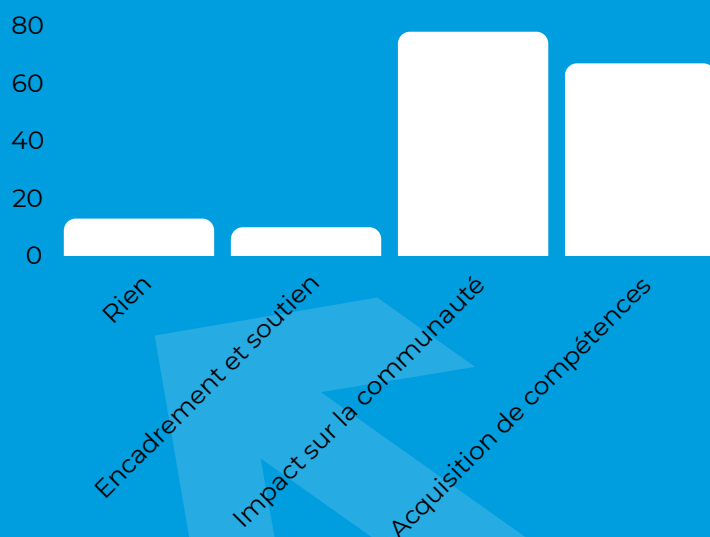


Diagramme des aspects les plus appréciés de la phase d'engagement

"Cette partie là était très cool, l'asso m'a donné envie d'aller plus loin mais ce n'est pas le SNU réellement qui m'en a donné envie..."

" L'engagement dans la société par le passage dans une association est une très bonne idée mais à séparer du SNU "



SUPPRESSION ET OBLIGATION



L'analyse des réponses sur l'obligation, la suppression et la recommandation du SNU révèle des dynamiques contrastées selon les expériences des répondants. **Une tendance claire se dégage contre l'idée d'un SNU obligatoire.** Sur une échelle de 1 à 5, la majorité des répondants attribue des notes faibles (1 ou 2) à cette proposition, témoignant d'un rejet marqué de l'obligation. **Ce rejet est partagé tant par ceux qui ont réalisé le SNU que par ceux qui ne l'ont pas fait.** Les arguments sous-jacents dans les verbatims précédents, notamment l'importance du volontariat dans l'engagement citoyen, trouvent ici un écho.

En revanche, la recommandation du SNU à d'autres jeunes suscite des avis plus variés. Les participants ayant complété les deux phases du programme sont plus enclins à le recommander. Toutefois, cette inclination positive demeure modérée, souvent accompagnée de réserves sur les aspects pratiques ou l'organisation du programme. Ceux qui n'ont pas participé ou n'ont réalisé qu'une partie du SNU sont plus divisés, certains exprimant un refus net de promouvoir une expérience

qu'ils jugent inadaptée ou non représentative de l'engagement citoyen.

Quant à la question de la suppression du SNU, les opinions sont polarisées. Une partie significative des répondants, notamment ceux qui n'ont pas participé, **se positionne pour sa suppression** en attribuant des notes élevées (4 ou 5). Ce choix semble refléter une méfiance envers le dispositif, perçu comme contraignant ou inadapté. À l'inverse, certains participants ayant terminé le programme expriment un attachement, bien que minoritaire, avec des notes basses (1 ou 2), indiquant qu'**ils considèrent le SNU comme ayant une utilité malgré ses limites.**

Dans l'ensemble, l'information saillante qui ressort est le rejet de l'obligation du SNU, souvent associé à une volonté de préserver le caractère volontaire de l'engagement. Cette position s'accompagne d'une critique récurrente sur la pertinence du dispositif dans sa forme actuelle, bien que des nuances apparaissent selon l'implication réelle des répondants dans le programme.

CONCLUSION



L'enquête réalisée par le CRAJEP Hauts-de-France met en lumière des perceptions nuancées mais souvent critiques à l'égard du Service National Universel (SNU), dans un contexte où le débat sur son éventuelle obligation suscite une forte polarisation. Elle révèle que si **certains jeunes apprécient les opportunités offertes par le programme**, notamment en termes de rencontres et de découverte d'activités nouvelles, **une majorité déplore une orientation perçue comme trop militarisée** et peu adaptée à leurs attentes en matière de citoyenneté et d'éducation populaire.

Le rejet de l'obligation du SNU est particulièrement marquant, témoignant d'une méfiance généralisée à l'égard d'un dispositif qui, pour beaucoup, doit avant tout valoriser le caractère volontaire de l'engagement citoyen. Les critiques soulignent aussi des lacunes importantes dans l'encadrement et les ressources mises à disposition, qui, loin de renforcer la motivation des participants, ont souvent conduit à un sentiment de contrainte ou de frustration.

En parallèle, les résultats montrent que le SNU, tel qu'il est actuellement perçu et organisé, **peine à répondre à des enjeux fondamentaux**. Les objectifs de construction d'un véritable sentiment de citoyenneté ou d'encouragement à un engagement durable apparaissent insuffisamment atteints. **L'orientation du programme, souvent jugée trop rigide et militarisée**, semble éloignée des attentes des jeunes, qui aspirent à une expérience davantage axée sur des valeurs de coopération, d'éducation populaire et de développement personnel. De plus, le manque de ressources et de soutien, particulièrement durant la phase d'engagement, renforce les limites du dispositif en réduisant son efficacité et son attractivité. Une révision profonde de l'approche pourrait permettre de mieux répondre à ces enjeux tout en valorisant les potentialités d'un engagement volontaire et enrichissant pour les participants.

LE CRAJEP ET SON RÉSEAU

Ensemble pour la jeunesse et l'éducation populaire

Le Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire (CRAJEP) des Hauts-de-France regroupe une diversité d'associations engagées dans de nombreux champs sur l'ensemble du territoire.

LES OBJECTIFS DU CRAJEP HDF

- ➔ **Promouvoir**, représenter et animer le réseau des Mouvements de Jeunesse et d'Éducation Populaire en favorisant l'information, la réflexion, la formation, la concertation et la coopération.
- ➔ **Consolider** notre rôle d'expertise sur les questions de Jeunesse par notre fonction de veille, d'analyse et de recherche, par nos partenariats et la capitalisation d'expériences
- ➔ **Accompagner** la structuration des initiatives innovantes et des expérimentations en faveur des Jeunes, dans une dynamique de développement et d'essaimage.

LE RÉSEAU DU CRAJEP HDF



Siège administratif: ESSpace, Parc de Beauvillé, 21 rue François Génin, 80000 AMIENS

Coordinateur Recherche et Développement : Jérémy Williez 07 88 28 32 41

jeremy.williez@crajep hdf.org | www.crajep hdf.org

Le CRAJEP est soutenu par :